LES RÔLES DE
L'AGRICULTURE DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

(Aperçu des méthodes et résultats de l'étude « Rôles de l'Agriculture » de la FAO)

par Frédéric **Dévé**[1]

L'agriculture des pays en développement génère de nombreux bénéfices économiques, sociaux, environnementaux et culturels qui s'expriment comme externalités et biens publics de portée locale, nationale ou mondiale. L'absence de signaux de prix et autres données les concernant a pour conséquence que leur nature et leurs flux échappent aux analyses économiques conventionnelles et que les politiques macroéconomiques et sectorielles tendent à les ignorer. Comment, dans un tel contexte, concevoir des politiques tendant vers une offre plus optimale des nombreux biens et services - marchands *et* non marchands – produits conjointement par l'activité agricole des pays en développement ? Partant du constat qu'une importante contrainte à lever est celle du manque de données, l'étude RoA est essentiellement un effort de documentation et d'analyse visant une meilleure compréhension a) des externalités agricoles des pays en développement, et b) de l'impact que peuvent exercer sur elles les politiques macroéconomiques et sectorielles.

Une équipe de recherche interdisciplinaire a conduit onze études de cas approfondies s'appuyant sur un cadre méthodologique commun (Afrique du sud, Chili, Chine, Ethiopie, Ghana, Inde, Indonésie, Mali, Mexique, Maroc et la République dominicaine). L'approche adoptée est économique, socio anthropologique, historique et comparative[*].

L'étude montre que la croissance agricole a un impact très significatif de réduction de la pauvreté (et partant, d'amélioration de l'accès à l'alimentation) non seulement dans les zones rurales, mais *aussi* dans les zones urbaines, et donc au niveau national. Il est notable que ce résultat ait été observé non seulement dans les pays les plus agraires mais aussi dans les économies néo-industrielles. De plus, il a été démontré pour un certain nombre de pays que la croissance agricole est *plus efficace* pour réduire la pauvreté que la croissance des secteurs de l'industrie et des services. Cet impact se matérialise à travers trois modalités principales – les revenus des petits producteurs, les prix réels des produits alimentaires, et le niveau des salaires de la main d'œuvre non qualifiée – dont les poids relatifs dépendent des structures de production et du contexte institutionnel et politique du pays.

D'autres résultats notables de l'étude RoA sont les suivants : un taux plus lent de migration rurale urbaine ou une distribution plus équilibrée des migrants entre leurs destinations signifient des coûts urbains moindres qui peuvent devenir une externalité positive de l'agriculture; l'agriculture contribue à la résilience de l'économie nationale face à des crises telles que des chocs pétroliers ou des dévaluations majeures, et elle assure des fonctions d'assurance informelle dans les sociétés dont les systèmes de protection sociale formelle ne sont que peu développés. Enfin, l'étude a réalisé la valuation monétaire de diverses

[1] Chef du Projet ROA à la FAO.
[*] Les résultats détaillés des études nationales RoA peuvent être consultés sur le site www.fao.org/es/esa/roa

Copyright Académie d'Agriculture de France. Séance du 26 mai 2004.

externalités environnementales positives et négatives liées à un certains nombres de services environnementaux agricoles concernant les sols, l'eau, la biodiversité, la qualité de l'air et les aménités rurales – paysage, agritourisme, etc.

Finalement, les travaux ethnographiques de l'étude abordent la question de la contribution de l'agriculture et du monde rural à la formation des cultures et des identités nationales. Ils montrent aussi comment évoluent, à mesure que le revenu moyen par habitant augmente, les perceptions et l'image de l'activité agricole et du monde rural.

Mots-clés : multifonctionnalité, externalités, biens publics, jointure de production, développement durable, pauvreté, faim, urbanisation, assurances informelles, services environnementaux, culture, perceptions, action publique, politiques macroéconomiques et sectorielles.

Copyright Académie d'Agriculture de France. Séance du 26 mai 2004.